



Union Interparlementaire  
Pour la démocratie. Pour tous.

# 131<sup>ème</sup> ASSEMBLEE DE L'UIP ET REUNIONS CONNEXES

Genève, 12 - 16.10.2014

Conseil directeur  
Point 15

CL/195/15-P.1.rev  
28 juillet 2014

## Election du Président de l'Union interparlementaire

(Article 19 des Statuts et articles 6, 7 et 8 du Règlement  
du Conseil directeur)

Candidature

de

**M. Saber H. Chowdhury (Bangladesh)**

En date du 7 juillet 2014, le Secrétaire général a reçu une communication de M. Saber H. Chowdhury, parlementaire (Bangladesh) présentant sa candidature à la présidence de l'Union interparlementaire, à pourvoir lors de la 195<sup>ème</sup> session du Conseil directeur.

Le texte de cette communication ainsi que le curriculum vitae de M. S.H. Chowdhury figurent aux Annexes I et II.

F

**COMMUNICATION ADRESSEE AU SECRETAIRE GENERAL  
PAR M. S.H. CHOWDHURY, PARLEMENTAIRE, BANGLADESH**

Dhaka, le 7 juillet 2014

Monsieur le Secrétaire général,

J'ai le plaisir de vous faire part de ma candidature au poste de Président de l'Union interparlementaire.

Vous trouverez mon curriculum vitae en pièce jointe (en anglais, français, espagnol, russe, arabe et chinois).

Le Parlement du Bangladesh soutient pleinement ma candidature et se tient prêt à apporter toute l'assistance requise.

Je vous en remercie.

Veillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, l'expression de ma parfaite considération.

(Signé)

Saber H. CHOWDHURY, député  
Parlement du Bangladesh



**SABER HOSSAIN CHOWDHURY, DEPUTE  
CANDIDAT AU POSTE DE PRESIDENT DE L'UNION INTERPARLEMENTAIRE**

**Le Défi**

A une époque où l'UIP, la seule institution mondiale des parlements nationaux, met en œuvre sa stratégie 2012-2017 qui accorde la priorité à trois domaines [la démocratie et les parlements, l'implication des parlements sur la scène internationale, et l'UIP en tant qu'instrument de coopération parlementaire], l'organisation élira en octobre 2014 lors de son Assemblée à Genève un nouveau président qui prendra la succession de l'Honorable M. Radi.

Cette période de changements mondiaux et de défis considérables représente aussi pour l'UIP une opportunité de réaliser sa vision en tant qu'organisation universelle, efficace et dynamique.

En tant que chef politique de l'UIP, le nouveau président devra poursuivre l'excellent travail accompli par M. Radi en s'appuyant sur les solides fondations que celui-ci a posées et aura par ailleurs un agenda bien rempli - promotion de la paix et de la réconciliation dans un monde agité, défense de la démocratie, renforcement des capacités des parlementaires et de l'institution du Parlement, établissement de parlements efficaces, démocratiques, sensibles et réactifs à la question du genre, protection des droits de l'homme, approfondissement et enrichissement de l'engagement de l'UIP à l'ONU, promotion du développement durable et du bien-être humain, pour ne nommer que quelques-uns des dossiers qui l'attendent.

Doté d'une parfaite compréhension, d'une part, des forces et des potentiels de l'UIP, et d'autre part, du fonctionnement et de la dynamique des processus internationaux, le nouveau président doit donc diriger, articuler et orienter l'UIP vers la réalisation de ses objectifs et du projet qu'elle s'est donné, grâce au travail d'équipe et au professionnalisme du Secrétariat, une approche inclusive, la créativité et les perspectives nouvelles aidées par un savant mélange d'éléments soutenant aussi bien la continuité que le changement.

**Le Candidat**

L'Honorable député Saber H. Chowdhury, qui est candidat à la présidence de l'UIP, a l'intégrité, l'expérience, l'expertise et les compétences nécessaires pour produire les résultats, accomplir son travail, répondre aux attentes, et relever les défis nouveaux et existants.

Né en septembre 1961, il a été élu pour la première fois au Parlement en juin 1996, dans une importante circonscription de Dhaka, la capitale du Bangladesh; il a été élu pour un second mandat en 2008; réélu en janvier 2014, il en est à son troisième mandat parlementaire.

Après avoir suivi des études secondaires en Angleterre, dans un lycée du Surrey, il a obtenu une licence avec distinction en Economie et Sciences Politiques de l'Ecole d'études orientales et africaines de l'université de Londres. Il a ensuite satisfait aux exigences d'admission au barreau en obtenant un diplôme de droit de l'Université de Westminster (Royaume-Uni) en 1986.

Après avoir fondé et dirigé des entreprises prospères en tant qu'entrepreneur au Bangladesh et à Singapour pendant dix ans, M. Chowdhury a opté en 1996 pour un engagement à temps plein dans la politique.

Il s'est doté d'une expérience considérable acquise pendant une période de plus de dix-huit ans dans le service public, tout en engrangeant de grandes idées et une connaissance des partis politiques, des rôles et des responsabilités ministériels et parlementaires, se faisant le champion des causes, prenant le leadership d'initiatives locales, nationales et internationales, et enfin - fait non moins important - en s'engageant activement et en contribuant de manière constructive aux activités de l'UIP.

Fervent croyant et défenseur des libertés fondamentales, des droits humains et des libertés individuelles et ardent défenseur de la primauté du droit, il a été persécuté et soumis à des périodes répétées de détention et d'emprisonnement pour ses opinions politiques (en 2002 et 2003).

Amnesty International l'a reconnu comme "Prisonnier de conscience" et a lancé une série de "mesures d'urgence" lors d'une campagne mondiale pour sa libération. Il fut finalement remis en liberté sur les directives des plus hautes juridictions.

### **Les qualifications du Candidat**

Le résumé suivant porte sur une partie de l'expérience et de l'engagement de M. Chowdhury dans divers domaines et sur différentes questions :

#### *1. Rôle parlementaire*

Parlementaire actif à la Chambre et engagé dans sa circonscription, il a mené des initiatives communautaires pionnières en matière de soins de santé, de lutte antitabac, d'autonomisation des jeunes, de programmes d'auto-emploi, de micro-crédit pour les femmes en milieu urbain, d'aide juridique, etc.

M. Chowdhury a joué un rôle important dans l'adoption de textes législatifs novateurs en présentant des propositions de loi concernant l'abrogation de La loi sur les lépreux (mettant ainsi un terme à la ségrégation et facilitant le traitement et l'intégration des lépreux dans la société) et la criminalisation de la torture en milieu carcéral (<http://livewire.amnesty.org/2013/11/04/bangladeshs-landmark-law-banning-torture/>).

Il a lui-même été victime des horreurs de la violence carcérale quand il était dans l'opposition; déterminé à changer le système et à obtenir que les responsables de cette violence (forces de l'ordre) soient tenus de rendre des comptes, il a présenté une proposition de loi conforme aux dispositions de la Convention des Nations Unies contre la torture. Cette proposition a été adoptée et la loi sur la torture et les décès en détention a été votée en 2013.

Il a proposé et défendu avec succès l'incorporation dans la Constitution du Bangladesh d'une disposition (Article 18A) pour la protection de l'environnement et de la biodiversité pour les générations actuelles et futures.

Il a également joué un rôle de premier plan dans la promotion et l'adoption de la loi du Bangladesh sur la violence domestique en 2011.

Le fonctionnement du Groupe non-partisan du Parlement du Bangladesh sur le changement climatique et l'environnement et son succès à s'engager de manière constructive avec l'Exécutif sur diverses questions, qui méritent une mention particulière, illustrent parfaitement sa capacité de faire du plaidoyer et de favoriser les positions bipartisanes et le consensus.

M. Chowdhury est un ardent partisan de la coopération entre les parlements et les parlementaires à qui il revient d'établir des liens entre les divers acteurs de la société et, ces cinq dernières années, son travail l'a mené en Afrique, en Asie-Pacifique, en Europe comme sur le continent américain.

- Il est le co-auteur d'une enquête parlementaire conjointe du Bangladesh et du Royaume-Uni, une première mondiale dans la coopération interparlementaire et l'interaction entre les réseaux parlementaires, sur les principes éthiques en rapport avec le changement climatique. Les résultats de cette enquête ont été publiés à la Conférence de Copenhague (Danemark) sur le changement climatique (COP 15).

- Il a activement participé aux initiatives de l'Association parlementaire du Commonwealth (CPA), jouant le rôle de personne-ressource de la CPA à Zanzibar (Tanzanie) en mai 2011 pour l'orientation et le renforcement des capacités des parlementaires d'Afrique et des petits États insulaires en développement face aux défis du changement climatique.
- En novembre 2012, à l'invitation du PNUD au Viet Nam, M. Chowdhury s'est rendu à Hanoï pour partager son expérience et son expertise avec l'Assemblée nationale du Viet Nam en vue d'une nouvelle législation sur la réduction des risques de catastrophe.
- En sa qualité de Président du Groupe consultatif parlementaire d'Asie sur la réduction des risques de catastrophe, il a rencontré des parlementaires à Séoul (Corée du Sud) en 2012 et à Vientiane (RDP lao) en 2014 et mené les consultations parlementaires sur le nouveau Cadre d'action de Hyōgo pour l'après-2015.
- En sa qualité de Coprésident des Parlementaires pour la non-prolifération nucléaire et le désarmement (PNND), il a défendu la cause de la paix internationale et établi un lien entre le dégagement des ressources consacrées aux armes nucléaires et leur affectation à des fins de développement. Il continue à œuvrer pour un monde exempt d'armes nucléaires et a notamment participé en juillet 2013 à Genève au Groupe de travail ouvert de l'ONU sur le désarmement nucléaire.

Reconnaissant son expertise, de grandes institutions ont invité M. Chowdhury, en tant que personne-ressource et responsable politique, à faire part de son expérience et de ses connaissances pour enrichir leurs propres recherches et travaux portant sur le développement et des questions connexes; quelques exemples en sont donnés ci-dessous.

- Avec l'aide de l'Agence australienne pour le développement international (AusAID), l'Institut de développement durable de l'Université de Monash a organisé à Dhaka, en avril 2011, un atelier de deux jours qui a réuni des responsables politiques et des chercheurs d'Australie, d'Inde et du Bangladesh pour étudier le changement climatique et ses conséquences sur le bassin du Gange. M. Chowdhury a été un participant de premier plan à cette manifestation.
- En novembre 2011, à l'invitation du Centre de droit public Gilbert + Tobin de l'Université de Nouvelle-Galles du Sud, M. Chowdhury a fait une présentation au Parlement de Nouvelle-Galles du Sud à Sydney sur le changement climatique et les questions de migration / déplacement dans la dignité devant un public australien particulièrement sensible aux effets du changement climatique dans la région Pacifique.
- En avril 2012, M. Chowdhury s'est rendu à New York, à l'invitation de l'Institut de la Terre (Université de Columbia), pour s'exprimer sur l'importance du renforcement de la résilience au changement climatique et aux catastrophes des villes côtières et faire part de ses connaissances et de son expérience du sujet, afin d'enrichir la perception qu'a le public du développement durable et des politiques en la matière, en particulier en milieu urbain.
- En juillet 2013, il s'est rendu à Honolulu (Hawaii), à l'invitation du Centre d'études sur la sécurité en Asie-Pacifique afin de participer au débat sur le secteur de la sécurité (priorités nationales et approches régionales).

## 2. *Parti politique*

Il a servi de 2001 à 2008 en tant que Secrétaire à l'organisation de la Ligue Awami (LA), un parti créé il y a 62 ans qui a conduit le Mouvement pour l'indépendance du Bangladesh sous le leadership de son Père fondateur Bangabandhu Sheikh Mujibur Rahman.

Après avoir essuyé une défaite aux élections parlementaires de 2001, entachées d'irrégularités, il a réorganisé et redynamisé le parti à la base; il a également joué un rôle de premier plan dans le mouvement populaire qui a débouché sur les réformes et les changements du processus électoral et permis la tenue d'élections régulières, transparentes et équitables.

Aux élections de décembre 2008, la Ligue Awami a remporté les 90 sièges pour lesquels M. Chowdhury avait une responsabilité organisationnelle. Au cours de cette période de sept ans, il a également servi comme Secrétaire aux affaires politiques du président de la Ligue Awami, l'Honorable Sheikh Hasina, qui était alors leader de l'opposition.

### 3. *Postes ministériels / Fonctions dans l'Exécutif*

De 1999 à 2001, il fut le plus jeune membre du cabinet, occupant avec succès les fonctions de vice-ministre au ministère des Ports et du Transport maritime, et par la suite, vice-ministre des Collectivités locales, du Développement rural et des Coopératives - l'un des plus importants ministères du développement au Bangladesh. Il est réputé pour avoir mené son travail ministériel avec beaucoup de dynamisme et il a contribué à établir de nouvelles normes et références en matière de transparence, de reddition de comptes et de prestation de services.

### 4. *Administration des sports (national et international)*

En tant que Président du Bangladesh Cricket Board - La Fédération de cricket du Bangladesh - (1996-2001), sa vision et son leadership ont joué un rôle dans l'élévation du Bangladesh au statut à part entière du Conseil international de cricket (pour la haute compétition).

En 2001, sous sa présidence, le Bangladesh Cricket Board a été reconnu et décoré de la plus haute distinction nationale du pays - Independence Day Award - la Médaille du Jour de l'Indépendance. En 2002, pour les services qu'il a rendus au monde du cricket, M. Chowdhury fut élevé au rang de Membre d'honneur à vie du Marylebone Cricket Club (MCC). Il a également servi en tant que directeur du Conseil international de Cricket de 1997 à 2001.

Dans un pays politiquement très éclaté, M. Chowdhury a promu le cricket et, grâce aux succès ainsi obtenus par l'équipe du Bangladesh, il est parvenu à faire de ce sport une plate-forme d'unité nationale, particulièrement motivante pour les jeunes, leur permettant de croire à la beauté de leurs rêves.

### 5. *Union Interparlementaire (UIP)*

M. Chowdhury a d'abord servi comme vice-président pendant une année puis comme président de la première Commission permanente pendant quatre ans, de 2010 à 2014, en tant que représentant du Groupe géopolitique Asie-Pacifique. Il est actuellement membre de la Commission permanente des Affaires des Nations Unies de l'UIP.

Depuis 2009, il a assisté à toutes les Assemblées de l'UIP et a activement contribué aux travaux de l'UIP (en séances plénières, dans les commissions permanentes et les autres manifestations) sur la non-prolifération nucléaire et le désarmement, les OMD, le changement climatique, la réduction des risques de catastrophes, le développement durable, l'autonomisation et l'amélioration de la situation des pays les moins avancés, et la santé maternelle et infantile.

Il a également assisté aux Auditions parlementaires annuelles aux Nations Unies et a été régulièrement invité (en 2012, 2013 et 2014) par l'UNDESA et l'ECOSOC comme intervenant et comme modérateur lors de dialogues ministériels et de réunions de haut niveau à l'ONU ainsi que lors de manifestations du Forum pour la coopération en matière de développement à New York et Brisbane.

Il a été co-rapporteur de la deuxième Commission permanente de l'UIP lors de la 130<sup>ème</sup> Assemblée à Genève, en mars 2014, sur le point de l'ordre du jour *Pour un développement résilient face aux risques : prendre en compte l'évolution démographique et les contraintes naturelles*.

Pendant les deux années de son mandat de Président de la Première Commission permanente de l'UIP sur la Paix et la sécurité internationale, des résolutions concernant d'importants points à l'ordre du jour ont été longuement discutées et passionnément débattues avant d'être adoptées au cours des différentes Assemblées, comme indiqué ci-dessous :

- *Mettre en place un cadre législatif propre à prévenir la violence électorale, à améliorer le suivi des élections et à assurer une transition politique sans heurt – 124<sup>ème</sup> Assemblée (Panama);*
- *Promotion et pratique de la bonne gouvernance comme moyen de favoriser la paix et la sécurité : tirer des enseignements des événements récents au Moyen-Orient et en Afrique du Nord – 126<sup>ème</sup> Assemblée (Kampala);*
- *Responsabilité de protéger : le rôle du Parlement dans la protection des civils – 128<sup>ème</sup> Assemblée (Quito);*

- *Pour un monde exempt d'armes nucléaires : la contribution des parlements* – 130<sup>ème</sup> Assemblée (Genève).

M. Chowdhury a par ailleurs présidé toutes les séances de la Première Commission permanente de l'UIP lors de la 125<sup>ème</sup> Assemblée (Berne), de la 127<sup>ème</sup> Assemblée (Québec) et de la 129<sup>ème</sup> Assemblée (Genève).

Il a fait partie de la délégation de l'UIP comprenant Mme Rebecca Kadaga, Présidente du Parlement ougandais, et M. Anders B. Johnsson, alors Secrétaire général de l'UIP, et a, à ce titre, rencontré à Monrovia (Liberia) le Groupe de haut niveau de personnalités éminentes nommé par le Secrétaire général de l'ONU sur le programme de développement pour l'après-2015, afin de présenter et de défendre l'idée d'un objectif consacré à part entière à la gouvernance démocratique.

Il a été un point focal pour les pays les moins avancés au Parlement du Bangladesh et a contribué au suivi parlementaire (au sein du Parlement du Bangladesh ainsi qu'au niveau international) du Programme d'action d'Istanbul adopté lors de la Quatrième conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés.

#### 6. *Responsabilités et postes actuels*

Actuellement, il occupe les postes et a les responsabilités ci-après au Bangladesh et à l'international :

- Président, Comité permanent du Ministère des textiles, Parlement du Bangladesh.
- Membre du Comité de requête, Parlement du Bangladesh.
- Membre, Comité permanent. Ministère des Collectivités locales, du Développement rural et des Coopératives, Parlement du Bangladesh.
- Président, Groupe parlementaire non-partisan sur le changement climatique et l'environnement, Parlement du Bangladesh.
- Président, Globe International (représentation au Bangladesh).
- Membre, Commission permanente des Affaires des Nations Unies, Union interparlementaire.
- Co-président, Parlementaires pour la non-prolifération nucléaire et le désarmement (PNND).
- Leader mondial, Stratégie internationale des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophes (UNISDR), Genève, Suisse.
- Président, Groupe consultatif parlementaire du Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies sur la prévention des catastrophes.

Au vu des progrès accomplis par le pays ces dernières années, le Bangladesh est considéré comme un modèle de développement et constitue un exemple remarquable dans le domaine de l'émancipation sociale, économique et politique de la femme.

Le Bangladesh s'enorgueillit aujourd'hui d'être la seule démocratie parlementaire dans laquelle les postes de leader de la majorité (et Premier ministre du pays), Président du Parlement, leader de l'opposition et leader adjoint de la majorité sont tous occupés par des femmes.

Ces quatre personnalités soutiennent toutes la candidature de M. Chowdhury à la présidence de l'UIP et appellent les Parlements membres de l'UIP à marquer eux aussi leur confiance envers lui en lui accordant leur vote et en faisant de lui leur prochain Président.

Madame la Présidente du Parlement du Bangladesh a déjà adressé un courrier à chacun des Présidents des groupes géopolitiques de l'UIP ainsi qu'aux Présidents de tous les Parlements membres pour marquer son soutien à la candidature de M. Chowdhury et leur demander leur appui.